

Paul Krugman

Prix Nobel d'économie



**SORTEZ-NOUS
DE CETTE CRISE...
MAINTENANT !**

Flammarion

Extrait de la publication

Paul Krugman

SORTEZ-NOUS DE CETTE CRISE... MAINTENANT !

C'est un cri lancé à ceux qui nous gouvernent. « Sortez-nous de cette crise ! » tonne Paul Krugman, l'éditorialiste du *New York Times* et Prix Nobel d'économie 2008. « Et sortez-nous en maintenant ! » tant il est clair, selon lui, que les gouvernements occidentaux n'apportent toujours pas les réponses efficaces à la dépression historique qui s'est déclenchée à l'automne 2008.

« L'orgueil et les préjugés rendent les dirigeants incapables de voir ce qui devrait pourtant être limpide... » À savoir qu'il faut abandonner la politique d'austérité, « dépenser maintenant et payer plus tard », taxer les hauts revenus, lutter prioritairement contre le chômage et les inégalités, soutenir les populations endettées. En un mot, renouer avec une stratégie keynésienne qui suppose davantage d'inflation.

Dans son style accessible, non dénué d'humour, Paul Krugman signe ici un essai important – d'abord parce qu'il retrace toute l'histoire de la crise, expliquant la montée de la dérégulation financière, la façon dont les élites politiques et les économistes néo-classiques se sont épaulés pour juguler toute approche hétérodoxe de l'économie ; ensuite parce qu'il formule, tant à destination des États-Unis que de l'Europe, des propositions concrètes pour sortir du marasme économique et social. Lutter contre la trappe à liquidité, éviter le *credit crunch*, ne pas oublier qu'une politique de sortie de crise doit plus viser à baisser la valeur de la dette qu'à la rembourser... Une analyse pragmatique et résolument engagée.

PAUL KRUGMAN

Professeur émérite de l'université de Princeton, Paul Krugman est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *La mondialisation n'est pas coupable* (La Découverte), *Pourquoi les crises reviennent toujours* (Le Seuil), *L'Amérique dérape* et *L'Amérique que nous voulons* (Flammarion).

Flammarion

Sortez-nous de cette crise...
maintenant !

Paul Krugman

Sortez-nous de cette crise...
maintenant !

*Traduit de l'anglais (États-Unis) par Anatole Muchnik
avec la collaboration scientifique d'Éloi Laurent*

Flammarion

Titre original : *End this depression now !*
first published by W.W. Norton & Company, Inc.
Copyright © 2012 by Melrose Road Partners
© Flammarion, 2012, pour la traduction française.
ISBN : 978-2-0812-9135-5

À tous les chômeurs, qui méritent mieux.

Introduction

ET MAINTENANT ?

Ce livre traite de la crise économique qui frappe aujourd'hui les États-Unis et quantité d'autres pays – une crise désormais entrée dans sa cinquième année et dont rien n'indique qu'elle touche à sa fin. Inutile de dire que beaucoup d'ouvrages ont déjà paru à propos de la tourmente financière de 2008, celle qui a marqué le début de la crise, et nul doute que bien d'autres sont en ce moment dans les tuyaux. Mais il me semble que celui-ci se distingue par le fait qu'il s'efforce de répondre à une autre question que les autres. Le gros de la littérature qui bourgeoonne sur la catastrophe actuelle se demande : « Comment est-ce arrivé ? » Pour ma part, je préfère poser la question : « Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? »

Ces deux questions sont à l'évidence liées, mais en aucune façon identiques. Savoir ce qui provoque un infarctus n'est pas savoir le traiter ; il en va de même avec les crises économiques. Et pour l'heure, c'est bien le traitement qui doit avant tout nous préoccuper. Chaque fois que je lis un article théorique ou d'opinion sur les mesures à prendre pour prévenir les crises financières de demain – et cela m'arrive souvent –, j'éprouve une pointe d'agacement. La question mérite sans doute d'être posée, mais puisque nous en sommes encore à savoir comment sortir de la crise, n'est-il pas préférable de donner la priorité à cet enjeu ?

Car nous restons pris aujourd'hui dans les remous de la catastrophe économique qui a frappé l'Europe et les États-Unis

voici quatre ans. Le produit intérieur brut, qui progresse normalement d'environ deux points par an, n'est qu'à peine supérieur à son niveau d'avant la crise, même dans les pays qui ont connu une reprise relativement forte, et il lui demeure inférieur d'un pourcentage à deux chiffres dans certains pays d'Europe. En attendant, des deux côtés de l'Atlantique, le chômage se maintient à des niveaux qui auraient paru inconcevables avant la crise.

Pour réfléchir à ce marasme qui se prolonge, il convient à mes yeux de commencer par admettre que nous sommes en pleine dépression. Certes, ce n'est pas la Grande Dépression de 1929, du moins pas pour la plupart d'entre nous (et encore, allez donc demander leur avis aux Grecs, aux Irlandais, ou même aux Espagnols, qui subissent un chômage de 23 % – proche de 50 % chez les jeunes). Il demeure malgré tout que, dans les grandes lignes, notre situation est similaire à celle qu'a décrite John Maynard Keynes dans les années 1930 : « un état d'activité chroniquement inférieur à la normale qui se prolonge un temps considérable sans qu'il y ait de tendance marquée à la reprise ou à l'effondrement complet. »

Or, un tel état n'est pas acceptable. Certains économistes et représentants politiques semblent se contenter de savoir que nous échappons à « l'effondrement complet » ; mais à dire vrai, cet « état d'activité chroniquement inférieur à la normale », qui se traduit avant tout par la pénurie d'emplois, est en train de causer des dégâts humains immenses et cumulatifs.

Il est donc extrêmement important que nous intervenions pour susciter une reprise économique réelle, complète. Et c'est bien là ce qui laisse perplexe : nous savons comment faire, ou du moins nous *devrions* le savoir. Malgré toutes les différences de détail correspondant à soixante-quinze ans d'évolution économique, technologique et sociale, les maux qui nous affligent sont très manifestement similaires à ceux que nous avons connus dans les années 1930. Et nous savons parfaitement ce qu'auraient dû entreprendre alors les

décideurs politiques, que ce soit grâce à l'analyse de Keynes et de ses contemporains ou à une vaste gamme de recherches et d'études subséquentes. Ces travaux nous disent très précisément ce que nous devrions être en train de faire pour combattre le mal dont nous sommes atteints.

Malheureusement, nous nous abstenons d'exploiter ce savoir parce qu'un trop grand nombre d'acteurs de premier plan – politiciens, représentants des pouvoirs publics et plus généralement la classe des commentateurs et orateurs qui font la pensée commune – ont décidé, pour toute une foule de raisons, de jeter aux oubliettes les leçons de l'histoire et les conclusions auxquelles avaient abouti plusieurs générations d'analystes économiques, et de substituer à ce savoir durement acquis des préjugés idéologiquement et politiquement commodes. Mais surtout, la pensée ordinaire des « Gens Très Sérieux », ainsi que les qualifient avec humour certains d'entre nous, a totalement évacué le grand principe énoncé par Keynes : « C'est en phase d'expansion, pas de ralentissement, qu'il faut appliquer l'austérité. » Aujourd'hui, l'État doit dépenser plus, pas moins, jusqu'à ce que le secteur privé soit en mesure de reprendre son rôle de moteur de l'économie – or, ce qui prédomine, ce sont les mesures d'austérité destructrices d'emploi.

Ce livre vise donc à briser l'étreinte de cette pensée commune destructrice et à plaider pour une politique expansionniste, créatrice d'emploi, que nous aurions dû appliquer depuis le commencement. Un tel plaidoyer exige d'être étayé par des éléments tangibles ; ce livre comporte donc quelques graphiques. Mais j'ai bon espoir que cela ne lui donne pas une apparence trop technique, que ça ne le rende pas inaccessible au lecteur intelligent moyen dont l'économie n'est habituellement pas la tasse de thé. Car mon ambition concrète est ici de passer par-dessus la tête des Gens Sérieux qui, allez savoir pourquoi, ont entraîné tout le monde sur la mauvaise voie, induisant un coût immense pour nos économies et nos sociétés, et d'en appeler à une opinion

publique informée pour que nous décidions enfin d'agir dans le bon sens.

Peut-être, mais peut-être seulement, qu'au moment où ce livre gagnera les rayons des librairies, nos économies seront déjà sur la voie de la reprise, la vraie, et que cet appel ne sera plus nécessaire. Je l'espère de tout cœur – mais j'en doute profondément. Tout indique au contraire, si nos décideurs ne changent pas de cap, que l'économie demeurera anémiée très longtemps. Mon objectif est de faire pression, par le biais d'un public informé, pour que nous changions de cap et que nous mettions fin à cette crise.

Chapitre premier

L'ÉTENDUE DES DÉGÂTS

J'ai le sentiment, alors que des bourgeons apparaissent sur différents marchés et qu'une certaine confiance semble revenir, que cela va amorcer la dynamique positive qui relancera notre économie.

— Vous voyez des bourgeons ?

— Oui. Je vois des bourgeons.

Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale des États-Unis, lors d'un entretien accordé à *60 minutes*, 15 mars 2009.

En mars 2009, Ben Bernanke, qui d'ordinaire n'est pas le plus jovial ni le plus poétique des hommes, débordait d'optimisme quant aux perspectives économiques. Six mois après la faillite de Lehman Brothers, l'économie américaine décrivait une terrifiante descente en piqué. Mais à la télévision, dans la fameuse émission de CBS *60 minutes*, le président de la Fed déclarait que le printemps était au coin de la rue.

La remarque n'est pas passée inaperçue, notamment parce qu'elle ressemblait de façon dérangeante à la réplique de Chauncey Gardiner, alias Chance, le jardinier simplet de *Bienvenue, mister Chance*, que tout le monde prend à tort pour un grand sage. Dans une scène du film, comme on l'interroge sur la politique économique, Chance tient à rassurer le président : « Tant que les racines ne sont pas coupées, tout est bien dans le jardin et continuera de l'être... La plante repoussera au printemps. » Au-delà des plaisanteries qu'il a suscitées, l'optimisme de Bernanke était alors largement partagé. Et fin 2009, *Time* faisait de Bernanke sa « personnalité de l'année ».

Malheureusement, tout n'était pas bien dans le jardin, et la croissance promise n'est jamais venue.

Il faut reconnaître que Bernanke avait raison sur le fait que la crise était en train de se calmer. La panique qui avait saisi les marchés financiers était en voie d'apaisement et la

dégradation de l'économie s'était ralentie. Selon les marqueurs officiels du National Bureau of Economic Research, c'est en juin 2009 qu'a pris fin la prétendue « Grande Récession » entamée en décembre 2007 et qu'a commencé la reprise. Mais s'il y a eu reprise, elle n'a pas vraiment été ressentie par la plupart des Américains. Les emplois sont restés rares ; de plus en plus de familles ont sacrifié leur épargne, perdu leur logement et, pire que tout, perdu espoir. Il est indéniable que le taux de chômage est redescendu du pic atteint en octobre 2009. Mais l'embellie se fait à la vitesse de l'escargot ; on attend toujours, après tant d'années, que se montre la « dynamique positive » dont parlait Bernanke.

Et encore ne parlons-nous là que de l'Amérique, qui s'est au moins redressée en termes techniques. D'autres pays ne sont même pas parvenus à cela. En Irlande, en Grèce, en Espagne, en Italie, le problème de la dette et les plans d'« austérité » censés ramener la confiance n'ont pas seulement tué dans l'œuf toute possibilité de reprise, ils ont produit de nouveaux affaissements et fait exploser le chômage.

Et le mal se perpétue. À l'heure où j'écris ces lignes, près de trois années ont passé depuis que Bernanke a cru voir ces bourgeons, trois et demie depuis la chute de Lehman, plus de quatre depuis le commencement de la Grande Récession. Les citoyens des pays les plus avancés du monde, des pays riches de ressources, de talents et de savoir – tous les ingrédients de la prospérité et d'un niveau de vie acceptable pour tous – continuent d'endurer de profondes souffrances.

Dans le présent chapitre, je vais m'efforcer de décrire les principaux aspects de ces souffrances. Je me focaliserai essentiellement sur les États-Unis, qui sont mon pays, celui que je connais le mieux, mais j'aborderai longuement la question de ce que l'on subit à l'étranger plus loin dans ce livre. Et je commencerai par le plus important

– ce sur quoi nous avons été le moins performants : le chômage.

La pénurie d'emplois

Une vieille plaisanterie prétend que les économistes connaîtraient le prix de tout et la valeur de rien. Vous voulez que je vous dise ? Il y a beaucoup de vrai dans ce reproche : à force de mettre la loupe sur la circulation de l'argent et sur la production et la consommation de choses, les économistes ont naturellement tendance à penser que ce qui compte, ce sont l'argent et les choses. Il est toutefois un champ de la recherche économique qui s'intéresse au lien entre le bien-être déclaré, comme le bonheur ou la « satisfaction à l'égard de la vie », et d'autres aspects de l'existence. Oui, cela s'appelle la « recherche sur le bonheur » – Ben Bernanke lui a même consacré en 2010 un discours intitulé « L'économie du bonheur ». Ces travaux nous livrent une information très importante au sujet du pétrin dans lequel nous sommes.

Sans surprise, la recherche sur le bonheur nous dit que l'argent perd beaucoup de son importance aussitôt que sont couverts les besoins fondamentaux de l'existence. Les avantages de la richesse ne sont pas totalement nuls pour autant – les habitants des pays riches, en moyenne, sont globalement plus satisfaits de leur sort que ceux de pays moins bien lotis. Par ailleurs, le fait d'être relativement plus riche ou plus pauvre que les gens auxquels on se compare n'est pas sans importance, et cela explique que les inégalités extrêmes soient à ce point corrosives pour une société. Mais une fois tout cela considéré, l'argent fait moins le bonheur que voudraient le croire les matérialistes purs et durs – et parmi eux bon nombre d'économistes.

Toutefois, cela ne signifie aucunement que les questions économiques n'ont pas grande influence sur la dimension matérielle de l'existence. Car de l'économie dépend un facteur qui tient une place considérable dans le bien-être de

l'homme : la possession d'un emploi. Ne pas trouver d'emploi alors qu'on souhaite travailler constitue une souffrance particulièrement vive, pas seulement en raison de la réduction de revenu que cela suppose, mais aussi de l'atteinte que cela porte à l'estime de soi. C'est dans une large mesure ce qui fait du chômage de masse – qui sévit à présent depuis quatre ans aux États-Unis – une réelle tragédie.

À quel point le problème du chômage est-il grave ? La question réclame qu'on s'y attarde un peu.

De toute évidence, ce qui nous intéresse ici, c'est le chômage *involontaire*. Les personnes qui ont choisi de ne pas travailler, ou du moins pas dans l'économie de marché – les retraités qui sont heureux de l'être, ou les hommes et les femmes qui ont décidé de rester au foyer à plein temps – n'entrent pas en ligne de compte. Pas plus que les handicapés, dont l'incapacité à travailler est sans doute malheureuse, mais ne relève pas d'une question économique.

À vrai dire, il y a toujours eu des voix pour affirmer que le chômage involontaire n'existait pas, que tout le monde peut trouver un emploi s'il veut vraiment travailler et n'est pas trop regardant sur le salaire ou les conditions de travail. C'est le cas par exemple de Sharron Angle, candidate républicaine au Sénat, qui a déclaré en 2010 que les chômeurs sont « gâtés », qu'ils font le choix de vivre des allocations plutôt que de prendre un emploi. Il y a aussi les représentants de la Chambre de commerce de Chicago qui, en octobre 2011, ont raillé ceux qui manifestaient contre les inégalités en faisant pleuvoir sur eux des formulaires d'embauche de McDonald's. Et il y a des économistes comme Casey Mulligan, de l'université de Chicago, qui multiplie les articles sur le site Internet du *New York Times* pour s'acharner à expliquer que la plongée des chiffres de l'emploi survenue après la crise financière de 2008 n'a pas été le reflet d'un manque d'emplois disponibles mais d'un fléchissement de la volonté de travailler.

On trouve une réponse classique à ces arguments au début du roman *Le Trésor de la Sierra Madre* (surtout connu pour son adaptation à l'écran en 1948, avec Humphrey Bogart et Walter

Huston) : « Quiconque souhaite travailler, et le souhaite vraiment, trouvera un emploi à coup sûr. Sauf qu'il n'a pas intérêt à s'adresser à celui qui tient ces propos, parce que celui-là n'a pas d'emploi à offrir et ne connaît personne qui ait entendu parler d'une place vacante. C'est bien pour ça qu'il prodigue un si généreux conseil, inspiré par l'amour du prochain, et qu'il fait ainsi étalage de sa grande méconnaissance du monde. »

Voilà qui est bien dit. Et pour revenir à ces formulaires d'embauche de McDonald's, figurez-vous qu'en avril 2011, McDonald's a effectivement annoncé la création de 50 000 postes. Près d'un million de candidatures ont été déposées.

Si vous connaissez un tout petit peu le monde, pour le dire avec concision, vous savez que le chômage involontaire est une réalité. Et c'est aujourd'hui un très gros problème.

À quel point le chômage involontaire est-il problématique, et à quel point s'est-il aggravé ?

La mesure du chômage aux États-Unis que reprennent habituellement les médias est établie à partir d'une enquête où l'on demande à des adultes s'ils sont actuellement en train de travailler ou de chercher activement un emploi. Sont comptabilisés comme chômeurs tous ceux qui ne travaillent pas et recherchent un emploi. En décembre 2011, cela représentait plus de treize millions d'Américains, contre 6,8 millions en 2007.

Mais à bien y regarder, cette définition courante du chômage ne tient pas compte d'un grand nombre de situations de détresse. Que deviennent les individus qui voudraient travailler, mais ne sont pas activement en train de chercher parce qu'il n'y a pas d'emploi à trouver, ou parce qu'ils se sont découragés à force de recherches infructueuses ? Où sont ceux qui souhaiteraient travailler à plein temps, mais n'ont trouvé qu'un emploi à temps partiel ? Le Bureau américain des statistiques de l'emploi s'efforce ainsi de comptabiliser ces malheureux à l'aide de critères de mesure plus larges, connus sous le nom d'U6 ; selon cette méthode, le nombre des Américains sans emploi atteindrait vingt-quatre millions – à peu près 15 % de la population active – soit en gros le double du chiffre d'avant la crise.

Mais même cette mesure-là ne rend pas pleinement compte de l'étendue du mal. Dans la plupart des ménages de l'Amérique moderne, les deux époux sont actifs ; aussitôt que l'un ne travaille plus, ces familles souffrent à la fois financièrement et psychologiquement. Il y a des travailleurs qui bouclaient leurs fins de mois grâce à deux emplois et n'en occupent plus qu'un, insuffisant pour subvenir à leurs besoins ; d'autres comptaient sur des heures supplémentaires qui n'existent plus. Il y a les entrepreneurs indépendants qui ont vu leur revenu s'amenuiser. Il y a les travailleurs qualifiés qui étaient habitués à enchaîner de bons emplois et ont été contraints d'accepter un poste qui ne sollicite aucune de leurs compétences. Et ainsi de suite.

Il n'existe pas d'estimation officielle du nombre d'Américains qui se situent dans cette zone grise du chômage. Mais une enquête de l'institut de sondage Democracy Corps menée en 2011 auprès des votants probables – un échantillon sans doute mieux loti que l'ensemble de la population – a révélé qu'un tiers des Américains avait déjà perdu son emploi ou vu un membre de sa famille le perdre, et qu'un autre tiers connaissait quelqu'un qui l'avait perdu. En outre, près de 40 % des ménages avaient connu une réduction des heures de travail, du salaire ou des bénéfices.

Le mal, on le voit, est très répandu. Mais ce n'est pas tout : pour des millions de personnes, les dégâts de la crise économique sont encore plus profonds.

Vies brisées

Dans une économie aussi complexe et dynamique que celle de l'Amérique moderne, un volant de chômage est inévitable. Chaque jour comporte son lot d'entreprises qui ferment, emportant des emplois avec elles, mais en voit aussi d'autres se développer et réclamer davantage de main-d'œuvre ; il y a aussi les employés qui démissionnent ou sont licenciés pour des raisons circonstancielles et dont l'ancien employeur

TABLE

<i>Introduction.</i> Et maintenant ?	9
CHAPITRE PREMIER. L'étendue des dégâts	13
CHAPITRE 2. Économie de la crise	35
CHAPITRE 3. Le moment Minsky	57
CHAPITRE 4. Les banquiers se déchainent	73
CHAPITRE 5. Le nouvel Âge doré	93
CHAPITRE 6. Économie de l'âge obscur	115
CHAPITRE 7. Anatomie d'une réaction inadéquate	135
CHAPITRE 8. Et le déficit, alors ?	159
CHAPITRE 9. Inflation : la menace fantôme	183
CHAPITRE 10. Eurodämmerung	201
CHAPITRE 11. Les austériens	225
CHAPITRE 12. Ce qu'il en coûtera	247
CHAPITRE 13. Sortez-nous de cette crise !	265
<i>Postface.</i> Que sait-on vraiment des effets de la dépense publique ?	275
<i>Remerciements</i>	285

Composition et mise en page



N° d'édition : L01EHBN000563.N001
Dépôt légal : septembre 2012